

ÉDITO

Comment interpréter l'accord de La Mecque entre l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie ?

Par Bertrand BESANCENOT



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez NSI. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il a notamment été nommé

Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

L'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie ont signé le 7 août un pacte de défense destiné à renforcer leur coopération militaire et sécuritaire. Cet accord intervient dans un contexte de montée des tensions au Moyen-Orient, qui accélère la recomposition des équilibres régionaux. En réalité, le rapprochement entre ces trois pays traduit leur volonté de bâtir un pôle stratégique capable de défendre leurs intérêts communs sans dépendre exclusivement des garanties américaines.

Ensemble ces États représentent plus de 340 millions d'habitants, trois armées parmi les plus importantes du monde musulman, la seule puissance nucléaire musulmane, un membre important de l'OTAN, le dirigeant *de facto* de l'OPEP et une influence majeure s'étendant du Golfe à la Méditerranée, jusqu'à l'Asie du Sud.

S'agissant du « timing » de cette initiative, ces pays – mis devant le fait accompli de l'échec stratégique américain après six mois de conflit avec l'Iran – sont en réalité contraints de repenser leurs alliances. Comme l'a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères : « *Il est important de nous réapproprier davantage notre région, car les puissances hégémoniques extérieures ne résolvent pas les problèmes de la région, elles les exacerbent* ».

Certes, les États-Unis continueront de jouer un rôle irremplaçable au Moyen Orient, compte tenu de l'importance de leurs moyens militaires et des liens qu'ils conservent avec les pays du Golfe ; mais à l'avenir la région ne sera plus la priorité de Washington, préoccupé par la concurrence de la Chine.



L'accord signé par les trois pays stipule que « *toute attaque armée contre l'un des trois États sera considérée comme une attaque contre l'ensemble de ces États* ». Il est cependant moins engageant que l'article 5 de l'OTAN et, pour gagner en crédibilité, il devra s'accompagner de structures de coordination, de coopérations, voire d'exercices communs réguliers. En outre, la dissuasion nucléaire pakistanaise ne fait pas partie de l'accord, car elle vise uniquement à maintenir un équilibre régional avec l'Inde.

De façon intéressante, l'Iran a présenté ce pacte certes comme un « accord sur le papier » mais aussi comme une prise de distance de ses trois voisins avec Washington ; et le président Trump lui-même a salué ce « *grand, audacieux et important premier pas* » par ce commentaire : « *Cela montre comment le Moyen-Orient se rassure, et comment les pays pourront enfin se défendre de manière plus significative* ».

En réalité, des discussions à quatre entre la Turquie, l'Arabie saoudite, le Pakistan et l'Égypte (le R4) ont commencé il y a plusieurs mois. Elles ont porté sur l'élargissement de l'accord de défense conclu en septembre 2025 entre l'Arabie saoudite et le Pakistan, et une ébauche d'accord tripartite (sans l'Égypte) a été élaborée entre ces trois États qui se veulent complémentaires : la Turquie peut miser sur son industrie de défense, l'Arabie saoudite sur sa manne financière et le Pakistan sur l'épaisseur de son armée.

L'Égypte a apparemment décliné à ce stade l'offre qui lui a également été faite. Pour quelle raison ? Le nouvel axe régional esquissé à La Mecque entend en réalité faire front tant à la menace iranienne qu'à l'ambition hégémoniste d'Israël. Or, au-delà de la « paix froide » à préserver avec l'État hébreu, Le Caire a également des intérêts auprès d'autres pays alignés avec Tel Aviv, comme les

EAU et l'Inde. Et s'agissant de l'Iran, l'Égypte ne souhaite pas se retrouver dans le viseur direct des Houthis dont les attaques en mer rouge ont déjà fait perdre des revenus colossaux tirés du canal de Suez. Elle préfère donc les forums diplomatiques, comme le R4 avec les trois autres États, plutôt qu'une alliance militaire plus contraignante.

Comment ce pacte peut-il évoluer ? Le véritable test sera l'institutionnalisation de la consultation et de l'interopérabilité militaire, notamment l'intégration de la Turquie à une coopération saoudo-pakistanaise déjà ancienne et avancée. L'accord commence néanmoins à construire cette institutionnalisation : comité politico-militaire réunissant ministres et chefs d'état-major, secrétariat permanent en Arabie saoudite, partage de renseignements, exercices conjoints, interopérabilité et coopération industrielle.

En réalité, ce qui a rapproché ces trois États, ce sont les comportements hégémoniques au Moyen Orient tant de la part de l'Iran que d'Israël. En arrière-plan se trouve aussi l'érosion de la confiance dans la protection américaine, même si ces pays entendent naturellement continuer à travailler avec les États-Unis. Ils sont conscients que la posture américaine dans la région va évoluer et ils souhaitent que l'issue de ces transformations garantisse la stabilité du Moyen Orient à long terme.

À ce stade, le pacte est surtout un message d'inquiétude et de dissuasion, plus qu'autre chose. Il est adressé simultanément à Téhéran, Tel Aviv et Washington : À l'Iran, il dit que toute tentative de redessiner unilatéralement la géographie du Golfe ne sera pas tolérée. À Israël, il signifie que l'agenda du « Grand Israël » est inacceptable pour les pays de la région. À Washington, le message est que ses interventions militaires au Moyen Orient ont atteint leurs limites, que cette dernière guerre rend les États du Golfe plus vulnérables qu'avant et qu'il convient désormais de développer une architecture régionale de sécurité, tout en demeurant alliés des États-Unis.

L'objectif de l'accord de La Mecque est donc clair. Sa mise en œuvre progressive montrera si les pays concernés sont capables d'atteindre les buts qu'ils se sont fixés ●

« À ce stade, le pacte est surtout un message d'inquiétude et de dissuasion, plus qu'autre chose. Il est adressé simultanément à Téhéran, Tel Aviv et Washington. »

REGARD D'EXPERT

PLF 2027 : le prix du réel

Par Raphaël CHAUVET



Directeur de projet chez NSI, Raphaël CHAUVET est expert en affaires publiques et spécialiste des dynamiques électorales. Diplômé en sciences politiques, il a construit son parcours au cœur des institutions et de la vie politique, notamment au Sénat auprès d'un président de groupe, puis au Conseil départemental de la Vendée. Engagé au sein de plusieurs campagnes électorales, il a développé une connaissance fine des équilibres politiques, du fonctionnement des institutions et des processus de décision publique.

Il y a un an, dans la cour de Matignon, François Bayrou laissait à Sébastien Lecornu trois verbes en héritage : « aider, rassembler, inventer ». Mais il lui léguait surtout une conviction : le temps politique devait renouer avec le réel. « Pour aller vers l'idéal, il faut partir du réel », rappelait-il alors en convoquant Jaurès. Quelques instants plus tard, son successeur promettait à son tour de réduire ce « décalage entre la vie politique du pays et la vie réelle » et de travailler « plus sérieusement » avec les oppositions.

Un an plus tard, Sébastien Lecornu est toujours là. Ce n'est déjà pas rien. Michel Barnier était tombé sur une motion de censure ; François Bayrou sur un vote de confiance. Lecornu, lui, a traversé l'automne et l'hiver budgétaire. Sa méthode a fonctionné : négocier avec ceux qui acceptaient encore de négocier, concéder au Parti socialiste la suspension de la réforme des retraites et, lorsque l'arithmétique parlementaire ne permettait plus d'aller plus loin, engager la responsabilité du Gouvernement. Mais à quel prix pour les finances publiques ?

À quelques mois de l'élection présidentielle, l'heure est moins à la construction des ponts qu'à la démonstration des différences : pour les oppositions, l'espace politique du compromis s'est considérablement rétréci. Une logique qui gagne jusqu'au bloc central, lui-même fracturé par la bataille des chefs et la course à l'incarnation de l'après-Macron.

Le PLF 2027 arrive dans un paysage autrement plus contraint. Le Gouvernement cherche près de 30 milliards d'euros alors que les finances publiques demeurent profondément dégradées. Dans le même temps, la remontée des taux renchérit le coût du financement de la dette et réduit encore les marges de manœuvre disponibles.

Le débat budgétaire ne se déroule donc plus seulement sous le regard du Parlement : la crédibilité de la trajectoire française se joue aussi auprès de ceux qui financent sa dette.

C'est peut-être là que l'avertissement de François Bayrou prend, un an plus tard, tout son sens. Le changement de paradigme qu'il appelait de ses vœux dépasse la seule question des économies à réaliser. Après des années durant lesquelles les crises successives ont souvent appelé de nouvelles dépenses, le politique doit désormais composer avec un réel budgétaire qui tolère de moins en moins que les arbitrages soient différés. La dette accumulée, son coût et le niveau du déficit réduisent progressivement l'espace dans lequel le compromis politique peut s'exercer.

Mais la contrainte est double. Ce que les marchés attendent en matière de crédibilité budgétaire doit aussi rester socialement soutenable. La hausse des prix des carburants suffit à réveiller le souvenir d'une crise qui avait pris naissance, en 2018, autour de quelques centimes à la pompe. Sans préjuger d'un retour des Gilets jaunes, ce précédent demeure nécessairement dans les esprits au moment de rechercher plusieurs dizaines de milliards d'euros d'économies.

L'« Himalaya budgétaire » décrit par François Bayrou paraît ainsi avoir changé de nature. Ce n'est plus seulement la hauteur de la montagne qui inquiète ; c'est l'état de la cordée.

Car la présidentielle travaille désormais le Parlement. À gauche, plusieurs responsables ont publiquement durci leur position sur la censure. Le PS, dont la non-censure avait été déterminante lors du précédent exercice budgétaire, aborde donc cette séquence dans une configuration différente. À l'inverse, Marine Le Pen a



© Fred Romero, Unsplash

déclaré préférer un budget « imparfait » mais « opérationnel » à une loi spéciale, tout en posant plusieurs lignes rouges. Ces positions ne préjugent pas de l'issue des négociations mais dessinent une équation familière à Matignon : faute de majorité pour adopter un budget, il faut empêcher qu'une majorité ne se forme pour renverser le Gouvernement.

C'est dans cette perspective que le recours éventuel au 49.3 pourrait être regardé. Le Parlement disposerait d'abord de son temps pour débattre, amender et faire émerger les priorités de chacun. Le Gouvernement pourrait ensuite intégrer certains compromis issus des débats dans le texte sur lequel il choisirait, le cas échéant, d'engager sa responsabilité. Le 49.3 ne constituerait alors pas nécessairement l'échec de la négociation, mais son ultime arbitrage.

Le Sénat constituera une autre inconnue. À quelques jours de son renouvellement, Sébastien Lecornu a reçu Gérard Larcher, Mathieu Darnaude et Hervé Marseille. La majorité sénatoriale partage l'objectif de redressement des comptes mais dispose de ses propres priorités budgétaires. La candidature de Bruno Retailleau à l'élection présidentielle ajoute nécessairement une dimension politique à cette séquence. Le Palais du Luxembourg pourrait ainsi devenir autant un lieu de construction du compromis qu'un espace d'expression des divergences sur la manière de redresser les comptes.

L'équation de Sébastien Lecornu est donc singulière. Jamais, depuis 2017, un budget n'aura peut-être concentré autant de tensions ; rarement un Gouvernement aura eu autant intérêt à limiter la portée politique de ses arbitrages. D'où l'hypothèse d'un texte resserré : suffisamment sérieux pour préserver la crédibilité budgétaire, suffisamment ouvert pour permettre le compromis, suffisamment réversible pour ne pas préempter les choix issus de l'élection présidentielle.

Le succès du PLF 2027 pourrait finalement se mesurer à quelque chose de plus simple : remettre l'État à l'heure. Après deux exercices budgétaires achevés tardivement, parvenir à donner à la France un budget au 1er janvier constituerait déjà, dans les circonstances présentes, un résultat politique.

Un an après la passation de pouvoir, les trois verbes de François Bayrou résonnent donc autrement : aider, lorsque chacun prépare déjà l'après ; rassembler, lorsque la présidentielle pousse à la différenciation ; inventer, parce que le réel budgétaire ne permet plus de différer indéfiniment les choix ●

« Jamais, depuis 2017, un budget n'aura peut-être concentré autant de tensions ; rarement un Gouvernement aura eu autant intérêt à limiter la portée politique de ses arbitrages. »

REGARD D'EXPERT

Faire rimer septembre avec bouger !

Par Evan TANGUY



Diplômé d'un Master Communication et Pouvoir et d'une licence de Science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Evan Tanguy s'est d'abord spécialisé dans les enjeux

de communication liés au sport. Il a développé cette expertise à travers des expériences professionnelles en club de football ainsi qu'au sein d'un cabinet de conseil dédié au sport institutionnel. Son parcours universitaire a également été marqué par un mémoire portant sur les chants homophobes dans les stades, analysés comme une problématique politique où la communication entre supporters et décideurs constituait un enjeu central. Après cinq mois de stage au sein de l'agence Antidox, il y poursuit aujourd'hui son parcours en tant que consultant, travaillant sur des enjeux de communication numérique et d'opinion pour le compte de l'agence et du groupe NSI.

Un logo vitaminé, très coloré, reprenant les teintes nationales et bordé par des lignes évoquant des pistes d'athlétisme, le tout dominé par une typographie massive. Difficile d'y échapper...

Ce parti pris graphique retenu par le ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative, aux côtés du ministère de la Santé, vise une intention claire : faire émerger l'une des 12 mesures phares de la Stratégie nationale Sport-Santé 2025-2030.

Ce document public regroupe plusieurs actions structurantes, à commencer par une mesure claire : « Instaurer le mois de l'activité physique et sportive ». Alors, c'est parti, voici « Septembre Bouge » !

À l'instar d'*Octobre Rose* ou du *Mois Sans Tabac*, l'objectif de cette nouvelle campagne est d'installer un rendez-vous annuel d'incitation au mouvement. Le dispositif repose sur une tournée itinérante traversant 18 villes-étapes avec des villages sport-santé, couplée à la 2^e édition de la Fête du Sport, ayant eu lieu le 14 septembre. Un temps fort marqué à Paris par le symbole du dernier lever de la Vasque olympique aux Tuileries, et à Marseille par un village éphémère XXL sur le Vieux-Port où ateliers, démonstrations et tables rondes ont réuni curieux, passionnés, athlètes, professionnels de santé et décideurs politiques.

Si l'événement se veut populaire, la force de cette campagne réside dans son architecture par-

À l'heure où les associations sportives reprennent une place prépondérante dans le quotidien des Français, où les salles de sport refont le plein et où les parcs se voient pris d'assaut par des coureurs aguerris et néophytes de la rentrée, ce mois de septembre 2026 semble porté par un souffle d'une tout autre ampleur.

Si vos fils d'actualité LinkedIn, Instagram ou X sont un tant soit peu orientés vers le sport et la santé, vous n'êtes sans doute pas passés à côté d'un nouvel hashtag : #SeptembreBouge.

Et derrière ce slogan, c'est toute la création d'une identité visuelle marquante qui s'impose sur nos écrans.



tenariale et distribuée. Impulsée par le ministère des Sports et le ministère de la Santé, elle embarque l'ensemble du mouvement sportif, au premier rang desquels le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et le Comité paralympique et sportif français (CPSF).

Le dispositif repose également sur une mobilisation forte du tissu local. Les collectivités, les associations sportives ou encore les clubs de quartier sont appelés à faire de cet événement un projet global à l'échelle du pays en estampillant leurs propres initiatives. C'est dans cette même dynamique que des applications populaires comme Macadam ou Strava sont sollicitées, permettant de toucher chaque citoyen dans ses usages quotidiens.



Pour faciliter ce relais opérationnel, un kit de communication, comprenant affiches ou encore contenus pour les réseaux sociaux, a été mis à disposition. Une présence digitale renforcée qui démontre tout le paradoxe de notre communication contemporaine, où les réseaux sociaux, souvent accusés de favoriser l'inactivité des jeunes générations, deviennent des leviers d'action pour réengager les citoyens dans le monde réel et les inciter à bouger au quotidien.



Un besoin de bouger au quotidien qui s'inscrit dans un contexte d'urgence sociétale. Depuis plusieurs années, les rapports et les messages d'alerte se multiplient pour documenter les effets néfastes de nos modes de vie, à commencer par la sédentarité, la mauvaise alimentation et la détérioration de la santé mentale au sein de la population. Face à ces constats, l'exercice physique régulier s'impose comme un moyen de prévention efficace.

C'est l'objectif central de la Stratégie nationale Sport-Santé 2025-2030, qui vise à réaffirmer que la pratique d'une activité physique est devenue indis-

pensable pour préserver la santé publique. L'enjeu ne porte pas sur la recherche de performance ou la compétition, mais bien sur une remise en mouvement simple et accessible à tous.

À ceux qui s'interrogeaient sur la portée concrète de l'héritage des Jeux de Paris 2024, «Septembre Bouge» apporte réponse opérationnelle. Cet héritage ne se limite ni aux infrastructures construites ni au souvenir de l'événement : il se mesure à la capacité à transformer un engouement ponctuel en une habitude collective durable ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON CEO

xavier.desmaison@nsi-adit.com

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY Président du Directoire

alexandre.medvedowsky@nsi-adit.com

ESL (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.